SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 28 JUILLET 1921

Projet de Loi relatif au Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1921, et contenant des dispositions diverses (1).

Rapport fait au nom de la Commission du Budget général (2),
par M. le Baron de MÉVIUS, sur :

- 1° Le Projet de Loi (document n° 191) ;
- 2° Tableau XVII. — Dépenses extraordinaires ;
- 3° Tableau XVIII. — Dépenses recouvrables en exécution des traités de paix ;
- 4° Tableau XIX. — Voies et Moyens.

(1) Voir les documents ci-après de la Chambre des Représentants :

Projet de Loi avec ses développements, n° 101 et ses annexes.

Rapports : Rapport général : n° 261 ; rapport et projet de résolution, n° 262 ; rapport et proposition de disjonction, n° 347 ; Dette publique, n° 279 ; Dotations, n° 323 ; Justice, n° 353 ; Affaires Etrangères, n° 302 ; Intérieur, n° 272 ; Sciences et Arts, n° 301 ; Agriculture, n° 308 ; Travaux publics, n° 324 ; Industrie et travail, n° 381 ; Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, n° 384 ; Colonies, n° 286 ; Gouvernement d'Eupen-Malmedy, n° 456 ; Défense nationale, n° 374 ; Gendarmerie, n° 375 ; Finances, n° 333 ; Affaires Economiques, n° 383 ; Non-valeurs et Remboursements, n° 438 ; Dépenses extraordinaires, n° 419 ; Dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, n° 420 ; Voies et Moyens, n° 408 ; Recettes et Dépenses pour ordre, n° 439 ; Ravitaillement, n° 372.

Rapport sur le projet de loi, n° 458.

Amendements du Gouvernement : n° 295, 304, 309, 310, 316, 318, 319, 320, 328, 329, 355, 364, 379, 380, 392, 394, 397, 402, 426, 427, 440, 457.

Autres amendements : n° 304, 305, 336, 400, 410, 421, 428, 434.

Voir également *Ann. parl.* de la Chambre des Représentants :

1° Discussion générale, séances des 19, 20, 25 et 26 mai 1921 ;

2° Discussion des divers tableaux du Budget, séances des 27 mai, 2, 3, 9, 10, 14, 16, 17, 21, 23, 24, 28 et 30 juin ; 1^{er}, 5, 6, 7, 8, 12 et 13 juillet 1921.

Documents du Sénat : n° 150 et ses annexes ; 162, 163, 172, 181, 186, 187, 188, 189, 191, 192, 193, 196, 199, 200, 201, 202, 216, 227 et 228.

Ann. parl. du Sénat : séances des 6, 7, 14, 22, 26 et 27 juillet 1921.

(2) La Commission, présidée par M. le baron DE FAVEREAU, était composée de MM. MOSSELMAN, BERRYER, MEYERS, DELANNOY, COPPIETERS, DUMON (Alphonse), le marquis IMPERIALI, le comte T'KINT DE ROODENBEKE, le baron DE PITTEURS HIÉGAERTS, VOLCKAERT, DUMONT DE CHASSART, THIÉBAUT, le baron ORBAN DE XIVRY, BRUNEL, LEKEU, le baron DE MÉVIUS, PORTMANS, le baron D'HUART, SPEYER, DOCHEN, HIGGET, HUBERT (Armand), HALOT, DIGNEFFE.

MESSIEURS,

La Commission spéciale du Budget général du Sénat a seulement pu examiner, dans sa séance du mardi 26 de ce mois, le Budget général tel qu'il nous est soumis par la Chambre. Dans de telles conditions un travail sérieux eût été impossible si, en prévision d'une telle situation, certaines études préliminaires permettant une documentation tout au moins relative n'avaient été faites, mais force nous est de protester une fois de plus contre la désinvolture avec laquelle on agit vis-à-vis du Sénat, réellement forcé d'entériner le vote de la Chambre et de constater l'impossibilité où nous sommes de nous livrer à un travail approfondi de compression et d'examen, et les chiffres dont je me sers pour la plupart de mes critiques sont ceux du projet de budget et de ses développements.

Grâce au travail de la Section centrale des finances, le Projet de Loi relatif au Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1921 se borne, quant au budget ordinaire, abstraction faite des régies et de leurs charges financières, à un mali de 209,241,811 francs, soit donc une diminution de déficit de 142 millions sur les prévisions premières.

Le Ministre des Finances a pris des mesures pour combler ce déficit en proposant la création d'impôts nouveaux.

Il est permis, dès lors, d'espérer que le budget ordinaire de 1921 sera équilibré et que les recettes, actuellement de 2,401,443,072 francs, égaleront les dépenses évaluées à fr. 2,310,624,883-74.

Toutefois, cela ne doit pas dispenser le Sénat de soumettre l'ensemble des propositions de dépenses à un examen très sévère.

Il importe, en effet, de ménager très sérieusement, très parcimonieusement nos ressources, parce que le budget ordinaire est appelé à subir, à partir de l'exercice prochain, une très notable augmentation.

Ne craignons pas de le dire, toutes les dépenses porteront très rapidement, en raison de ces charges dues à la guerre, nos besoins annuels, régies non comprises, à un chiffre qu'il n'est pas exagéré d'estimer de 3 1/2 à 4 milliards de francs, soit presque le doublement du budget actuel ou une augmentation approchant de 1,500,000,000 de francs.

Il est vrai que nous aurons en plus, du côté des recettes, notre part dans les versements allemands.

Lorsque l'annuité allemande atteindra son maximum, c'est-à-dire en chiffres ronds 8,000,000,000 de mark-or, notre part serait annuellement de 640,000,000 de mark-or.

Au taux actuel du franc-papier, soit fr. 2-75, cette somme représenterait une recette de 1,700,000,000 de francs environ, mais nous n'y arriverons que graduellement, à mesure que l'Allemagne reviendra à sa prospérité antérieure.

Il est à remarquer, d'autre part, que les versements allemands sont déjà escomptés au budget pour une somme de 300,000,000 de francs.

On compte, en outre, actuellement sur des recettes exceptionnelles, telles que le produit :

De l'impôt spécial extraordinaire et momentané sur les bénéfices de guerre	fr. 75,000,000
De l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels qui devra disparaître si un impôt de transmission ou sur le chiffre d'affaires est voté et en tous cas devient d'un rapport problématique	125,000,000
Du butin de guerre	20,000,000
De la vente des stocks de l'armée	500,000
Produit de la vente des navires allemands attribués à la Belgique	32,000,000
	<hr/>
Ensemble. . fr.	252,500,000

qui nous manqueront par la suite.

Aux nouveaux impôts déjà projetés, il faudra en ajouter d'autres à partir de 1922, et la question peut se poser de savoir si on ne touche pas, dès à présent, à la limite des forces contributives du pays.

D'autre part, il reste à pourvoir, pour nos régies, à un déficit très important, qui, pour être comblé, risque d'exiger de nouvelles augmentations de tarifs.

L'aggravation des impôts et des tarifs antérieurement décrétés pèse déjà lourdement sur notre avenir économique. Combien d'industries, d'affaires, d'initiatives utiles ne verront pas le jour ou ne pourront prospérer par suite de la main mise de l'État, sur la majeure partie des ressources des contribuables et tout spécialement des contribuables riches.

Si l'on ne veut pas compromettre sérieusement l'essor du pays, il est indispensable d'éviter, par tous les moyens possibles, d'exiger de nouveaux sacrifices des citoyens.

Ne perdons pas de vue que pour vivre et prospérer, la Belgique, ruche de travailleurs, a besoin des marchés étrangers, sur lesquels elle est exposée à ne plus pouvoir écouler ses produits si leurs prix augmentent dans de trop fortes proportions. La crise actuelle est surtout une crise de prix de revient, car les besoins sont immenses et les moyens, hélas, limités. C'est ce que rappelait naguère encore notre Auguste Souverain dans une lettre adressée à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Messieurs, il est des règles inéluctables contre lesquelles les bonnes volontés et les lois ne peuvent rien et l'on aura beau édicter des maxima d'heures de travail, de huit heures aujourd'hui, de six heures peut-être demain, et des minima de salaires qui ont quintuplé le prix de la main-d'œuvre en Belgique, la grande loi de l'offre et de la demande finira seule par imposer sa volonté. A ce point de vue, votre Commission des Finances s'élève avec la dernière énergie contre les agissements et prétentions à des bénéfices exagérés chez les producteurs, entrepreneurs et intermédiaires de tous genres dont l'esprit de lucre, réellement répréhensible dans les circonstances que nous traversons est une des causes primordiales du renchérissement de toutes choses.

M. le Ministre des Finances, de son côté, avait bien raison aussi lorsque, dans la discussion générale du budget, signalant les difficultés de notre situation financière, il s'exprimait en ces termes :

« Quand un pays est dans une situation financière aussi sérieuse que la nôtre, le Gouvernement et le Parlement ont le devoir absolu de réduire les dépenses à ce qui est immédiatement indispensable.

» L'utilité, la grande utilité même des dépenses, n'est pas une justification suffisante. Il y a, d'ailleurs, comme toujours, un fait qui domine la situation, ce sont les possibilités financières. Il ne servirait à rien d'inscrire au budget des crédits plus ou moins considérables, si le Ministre des Finances ne pouvait arriver par l'impôt ou par l'emprunt à trouver les ressources nécessaires. » Combien nous serions sages de suivre le conseil de l'honorable M. Liebaert, de demander à M. le Ministre des Finances d'établir avant tout ses Voies et Moyens et de dire ensuite à ses honorables collègues : Messieurs, voilà le gâteau, découpons le proportionnellement aux besoins de chacun, mais il ne peut être question de le faire plus grand.

De ce qui précède, il découle logiquement qu'il ne reste aucune place au budget ordinaire pour des dépenses nouvelles de quelque importance, et si l'on veut être assuré d'y ramener l'équilibre, la situation commande d'opérer de larges coupes dans les dépenses déjà admises.

Et pour cela, nous devons compter bien plus sur la bonne volonté des administrations que sur le Parlement.

Pour atteindre ce résultat, il est devenu urgent d'arrêter le développement des services publics en renonçant, jusqu'à nouvel ordre, à étendre les attributions de l'État ; de ne pas augmenter le personnel des administrations dans les grades autres que ceux de début, et, pour ceux-ci, de s'en tenir aux plus strictes nécessités ; de réduire les dépenses de matériel en supprimant le plus possible des objets estimés jusqu'ici nécessaires, en évitant tout luxe dans le mobilier, en se contentant de fournitures de qualité moindre, en limitant à l'extrême le chauffage, l'éclairage ; en suspendant la rédaction et l'impression des publications officielles non indispensables, etc., de diminuer le taux des subsides accordés par l'État, de raréfier les acquisitions pour nos collections publiques ; de n'ordonner, pour les bâtiments de l'État, pour les routes, pour les canaux et rivières, pour les ports et côtes, que les travaux absolument nécessaires à leur usage et à leur entretien le plus urgent.

A la condition que l'Allemagne tienne ses engagements, que nous sachions nous restreindre et revenir, dans une certaine mesure, sur les dépenses déjà admises, nous pourrions envisager l'avenir avec confiance. La possibilité existe de ramener l'équilibre dans notre budget ordinaire. Cela dépend, en grande partie, de notre propre volonté.

Regardons maintenant du côté du budget extraordinaire dont de nombreux postes comme je le dirai plus loin doivent passer à l'ordinaire.

Il est le grand générateur de la dette, qui doit nous inquiéter, peut-être moins encore par son total et par les charges qu'elle crée pour le budget ordinaire, que par les éléments dont elle se compose.

La dette flottante est essentiellement son élément dominant. Au 31 dé-

cembre 1920, notre dette flottante s'élevait déjà à près de 20 milliards et, depuis, les Bons du Trésor escomptables n'ont cessé de prendre un rapide développement.

Cette partie de notre dette est comme une épée de Damoclès suspendue au-dessus de la Nation. Pareille situation, outre qu'elle nuit considérablement à notre crédit, peut, à tout moment, placer le pays dans l'obligation de rembourser, à bref délai, des sommes très importantes, ou de ne pouvoir s'exécuter, ce qui équivaldrait à la banqueroute, ou de faire un prélèvement sur le capital, ou d'augmenter la circulation fiduciaire.

Trois moyens dont aucun n'est à conseiller et dont les conséquences seraient des plus néfastes. La loi d'emprunt votée la semaine passée permettra à l'honorable Ministre d'améliorer notablement cette situation.

Nous avons, il est vrai, comme contre-partie, les marks qui sont en notre possession et les obligations qui doivent nous être remises par l'Allemagne.

Mais la valeur des marks est très réduite en ce moment et risque de rester très aléatoire.

Quant aux obligations allemandes, elles ne pourraient jouer qu'à condition de les vendre, mais leur placement en masse n'irait pas sans grande perte.

Le vrai remède consiste à consolider cette partie de notre dette, mais il ne servirait à rien d'y avoir recours si nous devons, en même temps, continuer à emprunter sans mesure. Or, pour échapper à cette nécessité, il faut modérer nos dépenses et en particulier nos dépenses extraordinaires. Mais comment parvenir à ce résultat ?

Il faut arrêter un programme et s'y tenir strictement.

Pour établir celui-ci, on devrait commencer par dresser la liste des dépenses extraordinaires en cours, éliminer de celles-ci toutes celles qui ne s'imposent pas immédiatement et inéluctablement, classer les autres d'après leur ordre d'urgence, et n'admettre aucun poste nouveau sans avoir la certitude de disposer des moyens pour y faire face.

Il est grand temps d'agir dans ce sens, car il ne sera pas aisé de ramener notre dette flottante dans des limites moins inquiétantes.

Ne perdons pas de vue que depuis l'armistice, ce n'est qu'avec grande peine que le Gouvernement est parvenu à contracter des emprunts à long terme. Au 31 décembre dernier, leur montant ne dépassait guère 5 milliards de francs. Le même effort devrait donc être renouvelé quatre fois avec succès pour normaliser la dette flottante dont nous sommes actuellement affligés.

Avons-nous assez aidé — comme il nous l'avait demandé — le Ministre des Finances dans la compression des dépenses ?

Les budgets qui nous sont déjà soumis ou qui vont l'être sont là pour répondre à cette question. Nous y voyons bien des postes qui auraient pu être réduits, abandonnés ou n'auraient pas dû être admis quand il s'agit de dépenses nouvelles. Il est bien entendu qu'on vise moins ici le principe des dépenses que leur opportunité en raison de notre situation financière et que nous avons bien plus en vue les budgets futurs que le budget actuel aux trois quarts dépensé ou engagé.

Cette situation est telle, qu'ainsi qu'on la décidé en Angleterre, il faudrait même, pour réaliser des diminutions, suspendre l'application des lois.

Commençons par notre propre budget, celui des Dotations.

En apparence, il a seulement doublé depuis 1914.

Ce résultat est dû simplement au fait que la liste civile n'a pas été augmentée ; en réalité, il a quadruplé.

Budget de la Justice.

Au Budget de la Justice, nous constatons l'efflorescence de toute une série de réformes touchant au relèvement moral de l'enfance et au régime pénitentiaire, et à la création d'institutions nouvelles telles que l'École de criminologie et de police scientifique, les laboratoires de psychiatrie, etc.

En faisant appel aux sentiments généreux si faciles à faire vibrer chez le Belge, un Ministre, surtout un Ministre de talent, a toujours les plus grandes chances d'emporter les crédits qu'il demande pour des dépenses de l'espèce.

Messieurs, quel rôle ingrat est le nôtre, rôle d'empêcheur de danser en rond, de rabat-joie, d'avaricieux, mais il faut savoir faire son devoir quelles qu'en soient les conséquences ; aussi ne pouvons-nous nous empêché de dire que, devant ces appels à leur cœur, les Représentants de la Nation ne devraient cependant pas oublier que l'argent, pour faire face à ces dépenses, ne tombe pas du ciel ; qu'il doit être pris dans la poche des contribuables, souvent au détriment de leur bien-être ou de celui de leurs enfants et à coup sur de la richesse et de la prospérité du pays.

Si encore on était assuré d'un résultat certain, mais aucune garantie n'existe à ce sujet. Il convient, dès lors, de ne tenter ces expériences qu'avec la plus grande modération et, dans l'état actuel de nos finances, il eut été préférable de s'en abstenir jusqu'à ce que le pays se fût définitivement ressaisi commercialement et industriellement.

Le régime de la journée de huit heures est appliqué aux agents des prisons. Le service ne peut en recueillir aucun avantage.

Dans les cas de l'espèce, il devrait aller de soi que les conditions de la rémunération et de l'avancement du personnel fussent réglées en conséquence, conformément au principe de l'industrialisation des services de l'État.

Pour l'avenir, les barèmes de traitements devraient être révisés en tenant compte du fait que le régime des huit heures de travail a accru considérablement le nombre des agents de l'Etat et les dépenses publiques.

Budget de l'Intérieur.

Dans le vote des crédits relatifs à ce Département, la Chambre a commis deux hérésies budgétaires qui doivent être signalées :

Elle a rendu *non limitatifs* le crédit de l'article 28 (Secours aux veuves de décorés de la Croix de fer, etc.) et le crédit de l'article 51 (Subside à l'Œuvre nationale de l'enfance).

Il s'ensuit que, pour des dépenses essentiellement facultatives, le Ministre de l'Intérieur a été muni d'un véritable blanc-seing.

On peut se demander, en ce qui concerne l'hygiène sociale de l'enfance, si, dans ce domaine aussi, on n'a pas marché trop vite en cé-
dant à des raisons de pure sentimentalité.

Les exagérations en cette matière sont toujours à craindre et le
Parlement devrait être mis au courant chaque année, en détail, de
l'usage qui a été fait du subside, afin d'être mis à même de réagir
contre les abus, par exemple pour les dépenses de personnel.

Budget des Sciences et des Arts.

A qui veut faire un examen attentif, il apparaîtra bien vite que les
nouveaux barèmes fixés pour les traitements du personnel enseignant à
tous les degrés ont été établis très largement. Il s'y ajoute souvent des
accessoires qui pourraient être réduits.

N'est-il pas exagéré, par exemple, que les inspecteurs de l'enseignement
primaire, qui sont actuellement deux par canton, puissent obtenir, par
an, une somme de 4,800 francs pour frais de voyage, alors que l'année
scolaire ne compte que 235 jours de classe.

N'est-il pas exagéré qu'un directeur d'école moyenne qui ne jouit pas
d'une habitation, puisse prétendre de ce chef à une indemnité égale à
30 p. c. de son traitement fixé au minimum à 11,000 francs.

Était-il indispensable, en présence du legs Hoover, d'augmenter le
nombre et le taux des bourses d'étude de l'enseignement supérieur?

Ce n'était pas le moment d'instituer des bourses pour les élèves des
athénées royaux.

On appelle l'attention sur les bibliothèques populaires qui relèvent
plutôt des communes et des provinces et surtout de l'initiative privée qui,
d'ailleurs, en a établi un peu partout.

En décrétant l'octroi de subsides aux œuvres organisées pour la distri-
bution de vêtements et de chaussures aux enfants nécessiteux, on s'engage
dans un ordre nouveau de dépenses où les abus sont à redouter et auxquels
il sera difficile d'échapper, même en organisant des contrôles qui, à leur
tour, viendront charger le budget de l'État.

Certains organismes répondent-ils à un besoin de première nécessité
et les dépenses qu'ils occasionnent ne dépassent-elles pas les services
rendus?

La question peut se poser pour le service des échanges internationaux
et pour les nombreux conseils et commissions dépendant du Département
des Sciences et des Arts.

Le personnel des Musées a-t-il été augmenté pour répondre à de véri-
tables nécessités?

Si le legs Hoover ne peut autoriser le Gouvernement à restreindre ses
dépenses pour nos universités, il ne défend pas d'y avoir recours pour
étendre leur outillage au lieu de laisser ces dépenses exclusivement à
charge de l'État.

En présence du paiement par l'État des traitements des instituteurs et
des avantages qui vont probablement être accordés aux communes en
matière fiscale, on serait en droit de ne plus subsidier la construction de

maisons d'école, dépense qui constitue un élément d'incertitude et de trouble pour le budget de l'État, puisqu'elle n'est pas subordonnée à la seule volonté du Gouvernement.

Les dépenses de matériel pour les établissements scientifiques en général ne sont-elles pas empreintes de certaines exagérations ?

Une dépense prévue et autorisée par une loi organique ne doit pas nécessairement être faite. L'exécution de la loi est subordonnée aux possibilités financières. Il importe de s'en souvenir pour l'application de la loi sur l'enseignement primaire qui a été établie d'après des conceptions très larges. Celles-ci ne devraient recevoir leur application intégrale que dans une période de pleine prospérité pour laquelle la loi a d'ailleurs été édictée.

Ministère de l'Agriculture.

Bien que nous devons féliciter l'honorable Ministre de l'Agriculture de l'admirable effort fourni par son département et des splendides résultats obtenus dans la remise en état des terres des régions dévastées, sans une augmentation notable de son budget et, ce qui est plus louable encore, — dans l'ère d'exagération bureaucratique qui règne dans la plupart des départements, — sans grande augmentation du personnel, qu'il nous permette de lui signaler, non pour 1921, il est trop tard, mais pour 1922, certaines économies dont la réalisation nous paraît possible.

Une grande partie des crédits destinés à l'agriculture sert à allouer des subsides qui, à raison de la situation actuelle de cette industrie, paraissent pouvoir être réduits ou supprimés. En attendant, on pourrait s'abstenir de toute dépense nouvelle. Les subsides qui, par l'application des règlements en vigueur n'atteindraient pas une somme minimum, pouvant avoir quelque efficacité, devraient être supprimés. On économiserait en même temps des frais d'administration.

Le moment n'est-il pas venu d'imposer des règlements d'hygiène dans les communes rurales comme dans les villes ?

Remarques particulières.

ART. 36. — Bourses d'étude en faveur des élèves des établissements d'enseignement agricole de l'État soumis à l'inspection.

Crédit demandé : 40,000 francs.

Cette dépense purement facultative pourrait être supprimée, car il est probable que le crédit se répartit en une foule de petites sommes qui n'apportent aucune aide efficace à ceux qui en profitent.

Art. 37. — Enseignement ménager agricole ambulante.

Cet enseignement coûte, par an, à l'État :

Pour le personnel, traitements fr.	348,225
— indemnités	3,000
— frais de tournées.	50,000
Pour le matériel	135,000
Total, fr.	536,225

Cette dépense se justifie-t-elle encore depuis que cet enseignement fait partie des cours ordinaires des établissements d'instruction? Elle figure depuis suffisamment d'années au budget pour avoir profité à ceux qui n'avaient pas pu acquérir ces notions à l'école. En maintenant ce poste, on entretient une dépense qui devait avoir un caractère essentiellement temporaire.

Art. 41. — Conférences agricoles : indemnités aux conférenciers, etc.

Crédit demandé : 397,000 francs.

On ne s'explique pas l'importance de ce poste en présence de l'existence d'un nombreux cadre d'agronomes comprenant quarante unités et coûtant annuellement au Trésor :

Pour traitements	425,665
Pour indemnités	4,000
Pour frais de tournées	157,250
Pour matériel	56,200
Total . . fr.	<u>643,115</u>

La mission des agronomes n'est-elle pas d'instruire et de guider les agriculteurs? Pourquoi, dès lors, cette dépense supplémentaire pour les conférences? Il est évident qu'avec un peu de bonne volonté, ce poste de 397,000 francs pourrait disparaître. Les conférences devraient ressortir des attributions ordinaires de ces agents et ne pas justifier des rétributions supplémentaires.

Art. 46. — Service des champs d'expériences agricoles, etc.

Crédit demandé : 166,500 francs.

Un examen détaillé des dépenses faites sur ce crédit en 1920 pourrait, je crois, suggérer des économies. On exagère beaucoup, peut-on craindre, l'utilité de tout cela.

Art. 48. — Stations agronomiques et expérimentales.

Ces stations sont les suivantes :

Station de chimie et de physique agricoles. fr.	85,150
Station entomologique.	9,450
Station de phytopathologie	7,150
Station de laiterie	21,200
Station du génie rural.	10,600
Station de recherches pour l'amélioration des semences.	44,300
Station de zootechnie	9,100
Station de sylviculture	27,150
Total. . fr.	<u>214,100</u>

Toutes ces stations sont de création assez récente.

Les crédits ci-dessus se rapportent exclusivement à des dépenses de personnel.

Quand on en voit le détail, on remarque que ces institutions assurent à la plupart des agents des positions accessoires.

Ces dépenses résisteraient-elles à un examen sérieux ?

Dans le même crédit de l'article 48, figure une somme de 587,150 francs pour les dépenses de personnel des laboratoires d'analyse de l'État.

Ces établissements ne sont-ils pas montés avec un luxe trop grand d'agents *diplômés* ? Ceux-ci ne pourraient-ils pas être l'exception ? Si les analyses sont peu variées, les garçons de laboratoire ne pourraient-ils en être chargés ? Ce point devrait, semble-t-il, être examiné.

ART. 81. — Subsidés aux communes et aux wateringues pour l'extension et l'amélioration de la voirie vicinale, etc. : 3,200,000 francs.

ART. 82. — Subsidés aux communes rurales pour les aider à assurer le bon entretien des chemins améliorés, etc. : 200,000 francs.

ART. 83. — Subsidés aux provinces pour aider les communes à assurer le bon entretien des chemins vicinaux améliorés, etc. : 2,500,000 francs.

Pour toutes ces dépenses, les communes peuvent, depuis la nouvelle répartition des richesses, s'adresser davantage à leurs populations, en leur faisant payer des taxes spéciales.

Budget des Travaux publics.

Ce qui frappe dans ce budget, c'est l'importance des crédits affectés à la rémunération du personnel comparativement au nombre des agents.

Accessoires compris, la rémunération s'élève, par agent :

1° Pour l'administration centrale (art. 2, 3 et 5) : à plus de 11,000 francs ;

2° Pour le corps des Ponts et Chaussées (art. 16 et 17) à près de 18,000 francs, sans compter les frais résultant de l'emploi d'automobiles qui s'élèvent en moyenne à 2,000 francs par année pour chaque agent ;

3° Pour le personnel adjoint au corps des Ponts et Chaussées (art. 18 et 19) à 8,200 francs.

Si l'on considère uniquement le traitement et les indemnités qui s'y ajoutent, chaque agent coûte en moyenne :

A l'administration centrale 10,200 francs, alors que le maximum du traitement s'élève à 7,260 francs pour 168 agents sur 237 ;

Pour le corps des Ponts et Chaussées : 12,000 francs, alors que le maximum du traitement s'élève à 9,000 francs pour 272 agents sur 296 ;

Pour le personnel adjoint au corps des Ponts et Chaussées, 7,800 francs, alors que le maximum du traitement s'élève à 3,800 francs, pour 2,060 agents sur 3,085.

Si les crédits sont établis d'après les nécessités réelles, il faut en conclure que le personnel de l'administration des Ponts et Chaussées est un personnel coûteux. On peut donc se demander si les attributions de

nombreux agents sont en rapport avec les diplômes exigés et les traitements accordés. N'y a-t-il pas de ce côté des réformes à réaliser qui pourraient diminuer la dépense ?

Faut-il par exemple, 13 ingénieurs à l'Administration centrale ? Y ont-ils vraiment l'emploi de leurs hautes études ?

Il est à supposer que le Département des Travaux publics a pris des mesures à l'effet de pouvoir licencier facilement le personnel en même temps que l'État réduira son programme de travaux extraordinaires, ce qui s'impose et ce qui doit d'ailleurs se produire normalement, ce Département ayant eu à faire face à de grands travaux de restauration.

L'article 8 de ce budget se rapporte à un ensemble de dépenses dont chacune paraît susceptible d'être imputée sur l'un ou l'autre des crédits prévus sous les autres articles. N'y a-t-il pas de doubles emplois de ce côté ?

Dans le détail donné par le rapport de la Chambre sur le budget des Travaux publics, en ce qui concerne les bâtiments civils, on trouve des postes qui ne semblent pas répondre à des dépenses urgentes; exemples :

Poterne Humelghem. Acquisition de terrain, 40,000 francs;

Dépôt des archives de Bruges. Statues Poorterslogie, 54,100 francs.

Les postes généraux (Entretien ordinaire des bâtiments civils) n'abritent-ils pas d'autres dépenses de ce genre ?

Il eût été désirable d'avoir pour les routes, le casernement de la gendarmerie et les travaux hydrauliques, les mêmes détails que ceux qui sont donnés pour les bâtiments civils.

Des allocations de retraite sont accordées aux cantonniers. Une loi est nécessaire à cette fin (voir art. 114 de la Constitution).

Par la nature de leur travail, les cantonniers — qui sont engagés à titre précaire et qui ne doivent pas nécessairement l'être autrement — sont de véritables ouvriers. Comme tels, ils bénéficient de toutes les institutions sociales créées en faveur de cette classe de citoyens. Le fait qu'ils sont au service de l'État — ce qui leur procure déjà toutes sortes d'avantages — ne devrait pas être un motif pour les différencier des autres ouvriers.

On peut invoquer peut-être des cas intéressants, mais cela suffit-il pour décréter une règle générale et dispendieuse ?

A remarquer que les cantonniers bénéficient, sur les fonds de l'État, d'une allocation mensuelle pour leur affiliation à la Caisse de Retraite. Doit-on vraiment faire plus ?

Budget de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Art. 11 à 17. — Enseignement industriel et professionnel.

Crédit en 1914	fr.	2,639,000
Crédit en 1921		11,896,000
En plus.	fr.	<u>9,257,000</u>

Ce surcroît de dépenses provient principalement de l'augmentation des traitements, qui paraissent bien élevés:

Les dépenses faites par l'État pour l'enseignement industriel et professionnel devraient être réduites en attendant qu'elles soient réglées par une loi organique qui seule peut donner des garanties quand au bon emploi des crédits.

Budget de la Défense nationale.

Votre Commission, à l'unanimité de ses membres, reconnaît la nécessité et l'opportunité de toutes les dépenses devant assurer l'indépendance nationale et garantir l'intégrité de notre territoire. C'est le seul point où elle ne se reconnaît pas le droit et le devoir de parler très haut d'économies et de réduction de dépenses, mais plusieurs membres sont persuadés qu'il y a au Ministère de la Défense nationale plus encore que dans la plupart des départements, une exagération de personnel ; et un membre, revenu récemment de la partie occupée, affirme qu'il y a été témoin d'un réel gaspillage des deniers publics, d'un véritable laisser-aller financier, et que les frais d'occupation sont tout à fait exorbitants. Nous avons, du reste, pu apprécier depuis 1914 que les vertus guerrières n'entraînent pas nécessairement l'esprit d'épargne des finances de l'État.

Observations générales.

Les divers Départements ministériels savent toujours mettre la plus grande ingéniosité à défendre leurs crédits.

Malgré la gravité de la situation, il n'est pas à espérer qu'il changeront leur attitude.

Dans ces conditions, ne devrait-on pas adopter la mesure prescrite par la Trésorerie britannique et tendant à réduire dans une proportion déterminée d'avance tous les budgets ?

C'est le remède préconisé par l'honorable Ministre d'État M. Liebaert, tout particulièrement compétent en la matière, et que nous nous permettons de recommander au début de ce rapport.

Mais, Messieurs, rien ne sert de comprimer les budgets et de voter les impôts correspondant aux besoins si les crédits sont dépassés et, à ce point de vue, nous devons nous réjouir des modifications apportées récemment par la Législature à nos deux lois organiques de 1846 sur la comptabilité de l'État et la Cour des comptes, tout en signalant quelques observations.

1° La nouvelle comptabilité des régies est opportune, mais la réforme ne sera efficace que si on introduit dans ce budget-annexe les fonds de remploi des services qui le forment et dont la comptabilité est actuellement rattachée au Budget des Recettes et des Dépenses pour Ordre.

Si on laisse en dehors du budget des régies, les fonds de remploi, à quoi servira-t-il de limiter des crédits de ce budget ? La comptabilité des dépenses engagées ne sortira pas ses effets quant à ce budget.

2° On a abusé, depuis l'armistice, de la création d'organismes extra-administratifs qui remplissent une mission incombant à l'État, puisqu'ils sont créés par la loi. On leur alloue des subsides très importants — de nombreux millions — dont ils disposent *sous le contrôle du Gouvernement*,

mais en dehors du *contrôle de la Cour*, qui, dans certains cas, ne trouve pas dans les dispositions organiques le moyen de se faire produire des justifications. Ce ne devrait donc pas être sous la forme de subsides que les fonds octroyés, par exemple, à l'*Œuvre nationale des Orphelins de la guerre*, devraient être votés. C'est au moyen de fonds de l'État que cette œuvre paie des dettes de la Nation. Ce ne serait pas entraver son action bienfaisante que de la soumettre à un contrôle et à des responsabilités en cas de pertes, déficits, etc.

Dans le même ordre d'idées, le minerval ne constitue plus un supplément de revenus pour les professeurs de l'enseignement supérieur. Ce produit figure dans le Budget des Voies et Moyens. Pourquoi la gestion des secrétaires-trésoriers des athénées et écoles moyennes échappe-t-elle à la juridiction de la Cour du chef des subsides alloués par l'État à ces établissements d'enseignement, alors qu'à ces subsides viennent s'ajouter comme ressources gérées par ces comptables, d'autres produits et spécialement le minerval, recette qu'on ne voit figurer dans aucun compte, ni dans les budgets.

Vu la brièveté du temps qui nous est laissé, et l'étude du Budget des Voies et Moyens, du Budget des Dépenses extraordinaires et du Budget des Dépenses recouvrables, se confondant en somme avec l'examen du Budget général, votre Commission spéciale a bien voulu autoriser son rapporteur à joindre les quelques observations que leur discussion a entraînées dans le même et unique rapport, plusieurs des points notables ayant déjà été traités dans les observations générales.

Tableau XIX. — Voies et Moyens.

Les Régies et le Ravitaillement mises à part, les recettes des quatre sections de nos Voies et Moyens s'élèvent :

Recettes ordinaires . . . fr.	1,458,943,072	} 2,401,443,072
Recettes exceptionnelles . . .	642,500,000	
Recettes extraordinaires . . .	26,550,000	
Recettes des réparations . . .	296,752,000	
Au total. . fr.	<u>2,424,745,072</u>	

Nul doute qu'avec les nouveaux impôts que nous serons appelés prochainement à voter, notre budget ordinaire de 1921 ne soit équilibré, mais hélas, bien momentanément, car les besoins pour 1922 seront beaucoup plus grands encore, ainsi que l'honorable Ministre des Finances et l'honorable rapporteur, M. Maurice Houtart, l'ont exposé et développé à la Chambre.

Le pays saura faire virilement son devoir pour aider le Gouvernement de demain à sortir des difficultés financières dans lesquelles il se débat.

Au point de vue trésorerie, qu'il nous soit permis de signaler une erreur grave, une faute réelle commise pour la rentrée des impôts directs; on eût dû exiger, tant pour les déclarations de revenu global que pour les bénéfices de guerre ou les bénéfices exceptionnels, que le montant de la taxe afférente à la déclaration fût remis à valoir en même temps que celle-ci.

Il est rare que le contribuable déclare trop, l'Administration des finances qui a de longues années devant elles pour vérifier et rectifier ces déclarations eut tout au moins encaissé de suite des sommes considérables. Nombreuses sont les industries auxquelles on n'a pas réclamé leurs taxes sur les bénéfices exceptionnels ou sur les bénéfices de guerre, et innombrables sont les particuliers qui n'ont pas encore été priés de payer leur supertaxe.

Dépenses extraordinaires.

Par suite du transfert aux Budgets spéciaux des Régies de près de deux milliards relatifs aux Services commerciaux du Ministère du Ravitaillement et des 300 millions qui concernent le Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, le Budget des Dépenses extraordinaires a pu être ramené de 3,127,695,765 francs au chiffre encore trop élevé de 962,760,892 francs.

Il est vrai de dire, comme nous l'avions affirmé au début de ce rapport, qu'au point de vue de budgets réellement sains, de nombreux postes portés à l'extraordinaire devraient être inscrits à l'ordinaire et être couverts par les Voies et Moyens de l'ordinaire.

Ainsi que le Rapporteur général du budget, l'honorable M. Houtart, l'a déjà fait remarquer dans l'autre Assemblée, il n'est pas possible de maintenir parmi les dépenses extraordinaires de premier établissement ou celles dites recouvrables, des dépenses qui ont un caractère annuel.

Ces postes sont malheureusement très nombreux et comportent des chiffres très élevés.

Il faut citer :

- Les charges de l'emprunt de la Restauration monétaire ;
- Les charges qu'entraîne la convention avec la Banque en vue de cette restauration ;
- Les subsides à l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre ;
- Les dépenses pour la lutte contre la tuberculose et la syphilis ;
- Les subsides permanents aux caisses de chômeurs ;
- Les subsides aux mutualités pour le service médico-pharmaceutique ;
- Les compléments pour les rentes accidents ;
- Les subsides à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre ;
- Les intérêts afférents à la dette interprovinciale ;
- Les intérêts sur titres pour dommages de guerre ;
- L'annuité pour subsides aux communes à raison des dépenses dérivant de la guerre ;
- Les pensions militaires ;
- Les pensions aux civils victimes de la guerre ;
- La dotation aux combattants (loi du 1^{er} juin 1919) ;
- Les charges non encore prévues au budget et qui résulteront :
 - De l'amortissement à prévoir pour la dette interprovinciale ;
 - De la délivrance de nouveaux titres pour dommages de guerre ;
 - Des emprunts restant à contracter pour achever les réparations au domaine national et pour continuer l'outillage économique de la Nation ;

Et des charges pouvant résulter du remboursement des avances faites par nos Alliés postérieurement à l'armistice.

Votre Commission ne peut s'empêcher de déplorer la danse des milliards à laquelle, toujours sous les meilleurs prétextes, on se livre depuis l'armistice et tout particulièrement dans les dépenses extraordinaires ; une fois de plus, elle se croit obligée de déclarer au Sénat que si le Gouvernement ne s'arrête pas dans cette voie le pays marche à la banqueroute.

Dépenses recouvrables.

Dans les précédents budgets et dans le Projet de Budget pour l'année courante, on envisageait non les possibilités financières réelles mais une réparation absolue intégrale par l'Allemagne de tout le tort causé à la Belgique, et c'est dans cet esprit que le Budget des Dépenses recouvrables, s'élevant au chiffre de 2,511,997,961 francs, en diminution de 249 millions sur le projet primitif soumis à la Chambre, a été proposé, voté et qu'il nous est présenté aujourd'hui, l'emprunt devant toujours faire face à tout, comme si la richesse était inépuisable et la faculté d'emprunt ou le crédit infinis.

Aujourd'hui, Messieurs, nous sommes devant une situation tout au moins claire et nette, si elle n'est pas brillante : avec, au total, une créance plus ou moins monnayable de 10 milliards 560 millions marks-or ou une annuité maximum de 640 millions de marks-or, et nos ressources nationales nous devons aviser à payer intérêts et amortissements des 40 milliards qui vont peser lourdement sur les épaules des contribuables belges et voir à faire face à toutes les nécessités budgétaires de l'avenir.

Le Budget des Dépenses recouvrables aura donc vécu.

Deux membres ont fait toute leurs réserves et ont protesté contre les appréciations du rapport relativement à la journée de huit heures, au minimum de salaire et à la critique faite des traitements du Ministère des Travaux publics.

Si l'Allemagne exécute loyalement ses obligations, avec du travail et de l'économie, avec un contrôle indépendant et une gestion sérieuse de nos finances nationales, la Belgique pourra vaincre les difficultés de l'heure présente ; l'Allemagne peut payer, elle doit payer et, dès lors, nous faisons confiance à notre honorable Ministre des Finances et au Gouvernement pour mener à bien l'immense tâche qui leur incombe de restaurer les finances nationales.

Sous réserve des observations qui précèdent, votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du budget tel qu'il nous est présenté par la Chambre des Représentants.

Le Rapporteur,
Baron DE MÉVIUS.

Le Président,
Baron DE FAVEREAU.